# **Chapitre 2 : Crise et réinvention des partis politiques en Europe de l’ouest. Eléments pour une sociologie du mouvementisme.**

Par Manuel Cervera-Marzal

## De nouveaux entrants dans les systèmes partisans

Dans le sillage de la crise économique de 2008 et des occupations de places publiques de 2011, plusieurs systèmes partisans européens ont été profondément reconfigurés. Comme l’a montré Pierre Martin dans *Crises mondiales et systèmes partisans[[1]](#footnote-1)*, l’incapacité des grands partis de gouvernement à répondre aux demandes sociales a provoqué un désalignement des électorats et une fluidification du jeu politique. Des outsiders ont su saisir cette opportunité pour réaliser des entrées, souvent fracassantes, sur la scène électorale : Podemos et Ciudadanos en Espagne, Syriza en Grèce, le Mouvement 5 étoiles en Italie, le Parti pirate en Islande, En Marche et la France insoumise, etc.

Ces partis ne se positionnent pas au même endroit sur l’axe gauche-droite. Ils n’ont pas non plus la même expérience du pouvoir : tandis que certains ont réussi à entrer au gouvernement (seul, comme LREM, ou en coalition, comme le M5S et Podemos), d’autres sont restés dans l’opposition (France insoumise, Parti pirate). La morphologie de leur électorat n’est pas non plus identique. Mais, en dépit de ces différences, il existe une longue série de ressemblances entre ces organisations : adhésion gratuite et en quelques clics, individualisation des modes d’engagement, centralité accordée aux outils numériques, renouvellement / rajeunissement / féminisation du personnel politique professionnel, volonté explicite de s’ancrer dans la « société civile » afin de conjurer le spectre des partis cartélisés, faible implantation territoriale, concentration des pouvoirs dans les mains d’un *leader*-fondateur en dépit d’un discours qui valorise l’horizontalité et l’auto-organisation. Enfin et surtout, ces organisations récusent le label partisan. Elles préfèrent se présenter comme des « mouvements ».

Contrairement aux prophéties sur la « fin » des partis politiques, ces derniers semblent plutôt vouer à se transformer. Ils traversent, c’est vrai, une période difficile, comme l’attestent la hausse structurelle de l’abstention, le déclin des effectifs militants et la méfiance des citoyens. Mais, face à ces difficultés, les partis ne restent pas inactifs. Ils tentent de survivre en se réinventant. La *mue mouvementiste* est l’une de ces stratégies de survie, qu’on se propose d’étudier ici, en partant des cas de Podemos (au sein duquel j’ai réalisé deux années d’observation participante), de la France insoumise (trois années d’enquête de terrain), d’En Marche et du Mouvement 5 étoiles.

Des phases de *dé*cloisonnement entre mouvement et parti ont été mises en évidence par les travaux consacrés à la naissance des partis sociaux-démocrates[[2]](#footnote-2), au Parti communiste français[[3]](#footnote-3), à l’apparition des partis de masse[[4]](#footnote-4), à l’influence politique des mobilisations citoyennes[[5]](#footnote-5) et aux partis contestataires contemporains[[6]](#footnote-6). De récentes monographies – consacrées à Samoobrona[[7]](#footnote-7), au Partido de la Revolución Democrática mexicain[[8]](#footnote-8) ou au Partido dos Trabalhadores brésilien[[9]](#footnote-9) – attirent également l’attention sur les passerelles entre partis et mouvements.

Mais ces travaux, portant sur des phénomènes du siècle passé, s’intéressent à des mobilisations sociales qui se sont transformées en partis politiques ou qui ont fait pression sur les partis politiques. Or le concept de *parti mouvementiste* – qui sera plus précisément défini dans la quatrième et dernière section de ce texte – ne désigne pas des mouvements sociaux qui se seraient transformés en parti politique (comme ce fut le cas des premiers partis ouvriers, à la fin du XIXe siècle) mais, au contraire, des entrepreneurs politiques (Pablo Iglesias, Jean-Luc Mélenchon, Emmanuel Macron, Beppe Grillo et leurs entourages respectifs) qui tentent de se distinguer de leurs rivaux – les autres partis engagés dans la compétition électorale – en allant se ressourcer au contact des mouvements sociaux, auxquels les entrepreneurs politiques empruntent un imaginaire, des modes d’action et/ou des modes de fonctionnement. Autrement dit, les partis mouvementistes sont des partis politiques à part entière, mais ces partis jouent une carte spécifique – celle du mouvementisme – afin d’échapper au déclin qui touche actuellement la plupart des partis politiques. Iglesias, Mélenchon, Macron et Grillo – il est important de le rappeler – sont entrés en politique bien avant de se convertir à la logique mouvementiste et de fonder leur propre parti.

## Des partis hydroponiques

D’après le *Baromètre de la confiance politique* (vague 12) établi en février 2021 par le CEVIPOF, seuls 16% des Français font confiance aux partis politiques et 79% ne leur font pas confiance. À titre de comparaison et pour bien saisir l’ampleur de cette méfiance, précisons que, selon le même *Baromètre*, 28% des sondés font confiance aux médias, 32% font confiance aux syndicats, 38% aux banques, 69% à la police et 81% aux hôpitaux. Les partis arrivent bon dernier parmi les dix-neuf types d’organisation dont la côte de confiance est mesurée par le CEVIPOF. Les dirigeants des partis sont accusés de faire primer leurs intérêts personnels sur l’intérêt général, de se complaire dans des batailles d’*egos*, de formuler des promesses qu’ils ne tiennent jamais et auxquelles ils ne croient même pas, de détourner l’argent public au profit de leur entourage, de dramatiser des différences dérisoires et d’être mus par un goût immodéré du pouvoir. Les partis sont perçus comme des appareils pyramidaux, hiérarchiques, bureaucratiques, des machines à formater et embrigader les individualités. À l’heure du numérique, des réseaux et de l’horizontalité, les partis seraient rendus obsolètes par leur rigidité et leur verticalité. Leur image est durablement écornée et l’on comprend que la plupart cherchent à s’offrir une virginité en changeant de nom ou en déclinant carrément l’appellation « parti ». Ils tentent de se mettre au diapason du nouvel esprit du capitalisme, dont les maîtres mots sont « réseau », « souplesse » et « participation »[[10]](#footnote-10).

Le mal est profond, plus profond qu’une simple affaire d’image. On observe, depuis au moins trois décennies, une hausse structurelle de l’abstention, une érosion constante du nombre d’adhérents, un embourgeoisement du recrutement, un vieillissement des cadres, une rétractation des activités militantes et de l’intensité des engagements, une fragilisation de l’ancrage territorial, une remise en question de la centralité du programme, une tendance à la désidéologisation et un repli sur la gestion des ressources publiques[[11]](#footnote-11). Le progressif désencastrement social des partis politiques renvoie à des facteurs multiples qui interagissent entre eux : une dépendance accrue à l’égard de l’État et de ses financements et, concomitamment, une importance réduite des cotisations et donc du poids des militants au sein du parti ; la prépondérance des élus sur les militants ; l’affaiblissement des sociabilités et des solidarités au sein des milieux professionnels qui constituaient autrefois des viviers de recrutement pour les partis politiques (ouvriers d’usine, enseignants, fonction publique hospitalière, etc.) ; l’érosion d’identités religieuses (catholiques) ou professionnelles (agriculteurs) qui servaient de support aux comportements électoraux ; la convergence des programmes et des politiques publiques autour d’un consensus néolibéral qui tend à transcender le clivage gauche-droite ; l’externalisation du matériel de campagne, voire même de l’élaboration du programme, à des professionnels de la communication et du *marketing*; l’influence croissante des réseaux sociaux dans les pratiques d’information et dans la politisation des jeunes ;etc.

Au siècle passé, les partis jouaient un rôle central dans la structuration symbolique et matérielle de la vie politique. Cette époque semble aujourd’hui révolue. Mais, contrairement aux prophéties, les partis n’ont pas disparu[[12]](#footnote-12). Ils se maintiennent, en dépit des difficultés, de sorte que même un *outsider* fortuné(Silvio Berlusconi, Andrej Babis, Emmanuel Macron, etc.) qui souhaite de se lancer à l’assaut du pouvoir en dehors des partis dits « traditionnels » est contraint de créer sa propre structure partisane[[13]](#footnote-13). Quant aux *leaders* dits « populistes », ils ont beau tonner de toute leur force contre les partis politiques, ils se dotent *in fine* d’une organisation partisane lorsqu’ils se lancent en campagne. Enfin, même des adeptes d’idéologie libertaire (Parti pirate) et de démocratie réelle (Podemos) finissent, pour peser sur le cours des choses, par se mouler dans la forme partisane qu’ils ont pourtant longuement décrié. Ces différents exemples montrent que la question n’est pas de savoir si (et quand) les partis politiques vont disparaître mais d’étudier leurs transformations dans un contexte qui, c’est vrai, leur est défavorable, et où ceux-ci sont contraints de se réinventer pour survivre. Ces transformations sont multiples ; elles peuvent autant donner lieu à la création de nouvelles organisations partisanes[[14]](#footnote-14) qu’à des réformes organisationnelles au sein de « vieux » partis[[15]](#footnote-15), par exemple l’introduction de primaires ouvertes ou la diversification des modalités d’engagement[[16]](#footnote-16).

Les mutations actuelles de la forme partisane se traduisent d’ailleurs, du côté de la science politique, par une série d’innovations terminologiques : parti-entreprise, parti populiste, parti-plateforme, parti-digital, parti anti-parti, parti décartélisé, parti-comités, parti-mouvement, etc. Le dénominateur commun de ces différents types de partis réside dans la volonté de se ressourcer au contact de la société et de ses composantes (entreprises, associations et/ou mobilisations).

## Régénérer les partis politiques au contact de la société

Même si tout n’est pas réductible à ce seul facteur, il est permis de penser que beaucoup de difficultés actuellement rencontrées par les partis politiques ont trait, de près ou de loin, au fait que ces derniers se sont progressivement désencastrés de la société, au point d’apparaître désormais comme des organisations hors-sol. C’est le diagnostic dressé par de nombreuses recherches en science politique[[17]](#footnote-17). Ce diagnostic est également partagé par certains responsables politiques, dont Daniel Cohn-Bendit – pour lequel « un parti, c’est un blindage, une structure fermée, presque génétiquement hermétique à la société »[[18]](#footnote-18) – et Emmanuel Macron. Dans le livre-manifeste publié en 2016 à l’occasion de son entrée en campagne, le futur président affirme ainsi que « nos partis politiques sont morts de ne plus s’être confrontés au réel »[[19]](#footnote-19). Cinq ans plus tôt, dans un article de la revue *Esprit*, le même Macron s’inquiétait déjà de la présidentialisation du régime, à laquelle, selon lui, les partis politiques contribuent activement. À l’instar des « médias » et des « instituts de sondage », les « partis politiques » vivent dans « la préparation de ce spasme présidentiel autour duquel tout se contracte » et ne font rien pour que « les débats puissent prendre place et se décliner selon une temporalité et des modalités adaptées »[[20]](#footnote-20).

Puisque les partis souffrent de cette déconnexion, les architectes de La République en Marche ont logiquement cherché à ancrer leur mouvement dans la société civile. « Nos candidats signent le retour définitif des citoyens au cœur de la vie politique. …] 52% d’entre eux sont issus de la société civile …], autrement dit, ils n’ont jamais exercé de mandat électif et n’exercent aujourd’hui aucun mandat politique »[[21]](#footnote-21), se félicite Richard Ferrand, secrétaire général de LREM, le 11 mai 2017, à la veille des élections législatives (cité dans *Mediapart*, le 18 mai 2017). Le sociologue taquin fera remarquer que la société civile en question est surtout celle des bien lotis, comme l’illustre le fait que le salaire mensuel moyen des députés LREM (avant qu’ils n’entrent au Parlement) est de 4.739 euros nets (contre 2.219 euros pour le salaire mensuel moyen des Français)[[22]](#footnote-22). Mais, pour ce qui nous intéresse, l’essentiel est ailleurs : il s’agit de la volonté de ré-ancrer les organisations politiques dans la société, quelle que soit la conception que l’on se fait de ladite « société ».

En ce sens, il existe bien une proximité entre le mouvement d’Emmanuel Macron et celui de Jean-Luc Mélenchon. Comme l’explique ce dernier dans une longue réflexion théorique sur le nécessaire renouvellement des formes d’organisation politique, l’objectif est d’« unir] le mouvement et le peuple dont il est issu »[[23]](#footnote-23). La France insoumise cherche à s’ancrer dans la société via des mesures de parité sociale et la mise en place de caravanes des droits dans les quartiers populaires. La parité sociale vise à promouvoir des candidats à l’image de la population. Aux européennes de 2019, par exemple, la liste des 70 candidats insoumis contenait 10% d’ouvriers – il y a 20,3% d’ouvriers en France, mais seuls 4,9% d’ouvriers s’étaient portés volontaires pour figurer sur la liste insoumise. « Le critère qu’on s’est mis, m’explique l’un des piliers du comité d’investiture, il n’existe nulle part ailleurs dans le monde politique. Tu as la parité de genre, nous on pratique aussi la parité sociale : sur nos listes, pas une seule des catégories socioprofessionnelles ne doit être représentée à moins de la moitié de ce qu’elle représente dans la population française. Forcément, ça fait des déçus. Mais c’est grâce à ce critère qu’on investit un chauffeur routier de Gardanne à la place d’un mec qui est prof à Paris, super-militant, qui connaît Mélenchon et qui a rédigé une partie du programme »[[24]](#footnote-24). Quant aux caravanes d’accès aux droits, elles conduisent des militants insoumis à aller à la rencontre des habitants des quartiers populaires pour les informer de leurs droits et leur parler du programme *L’avenir en commun*. Mais le manque de préparation logistique de ces caravanes, leur mise en œuvre trop épisodique pour être réellement utiles et leur dimension parfois misérabiliste et/ou paternaliste ont suscité des critiques et de la déception chez ceux-là même qui les mettent en œuvre. Elles servent surtout de vitrine, la direction n’hésitant pas à les mettre en avant dans les médias.

On retrouve, du côté de Podemos, des ambitions semblables. Comme l’explique Joan Subirats, professeur de science politique qui deviendra en décembre 2021 ministre de l’Enseignement supérieur du gouvernement PSOE-Podemos, « le 15M Indignés de 2011] a révélé, de manière criante, la crise de la forme partisane, en tant que dispositif de médiation des demandes citoyennes »[[25]](#footnote-25). Podemos a saisi cette fenêtre d’opportunité en se présentant comme LA force politique capable – d’après les mots d’Iñigo Errejon, son principal stratège – de « se connecter avec le mécontentement social »[[26]](#footnote-26) né de la crise économique de 2008. De fait, lorsque Podemos entre pour la première fois au Parlement (en janvier 2016), ses 69 députés sont plus représentatifs de la population espagnole que les élus des autres partis. Le groupe parlementaire dirigé par Pablo Iglesias est le plus jeune (l’âge moyen des députés podémistes est de 39,9 ans contre 47,4 ans pour l’ensemble des députés) le plus féminisé (50% de femmes parmi les députés podémistes contre 39% pour l’ensemble des députés) et le plus populaire (en termes de revenus et de patrimoine) du Congrès. La tentative de s’ancrer au sein de la société se manifeste aussi par le fait que – comme j’ai eu l’occasion de l’observer au cours de mon enquête de terrain au sein de Podemos (à Barcelone en septembre / décembre 2016 et Madrid en septembre / décembre 2017) – les réunions des cercles (groupes locaux) se tiennent régulièrement en extérieur (dans des lieux ouverts et accessibles, comme les parcs) et les militants mènent des actions de soutien à de nombreuses luttes sociales (défense des services publics, lutte contre les expulsions locatives, mobilisation anti-TAFTA, chaîne humaine anti-nucléaire, etc.). Cependant, l’institutionnalisation de Podemos (qui est entré au gouvernement en janvier 2020) et la professionnalisation de ses dirigeants ont déplacé son centre de gravité du côté de l’État et l’ont éloigné de ses racines contestataires.

La tentative de reconnecter les partis politiques à la société passe également par le truchement d’Internet. Face à la rétractation de leurs effectifs militants, les partis traditionnels (PS, UMP) ont vu dans le numérique une façon de s’ouvrir à de nouveaux adhérents et à de nouvelles modalités d’engagement[[27]](#footnote-27). Quant aux nouveaux partis (Podemos, Parti pirate, France insoumise), leur ossature repose sur une plateforme numérique qui offre des possibilités en termes de forums de discussion, de consultations internes et de communication externe[[28]](#footnote-28). À cet égard, l’exemple le plus parlant est celui du Mouvement 5 étoiles (M5S), né en 2009 de la rencontre entre l’humoriste friand de satire politique, Beppe Grillo, et l’entrepreneur Gianroberto Casaleggio, à la tête d’une société de conseil en technologies de l’information. Les « non-statuts » du M5S indiquent qu’il « n’est pas un parti politique », qu’il n’a pas d’adresse physique, que son seul siège est la Toile et qu’il « coïncide avec le site web www.movimento5stelle.it »[[29]](#footnote-29). L’hymne officiel du mouvement (*Ognuno vale uno*, c’est-à-dire « Tous égaux ») insiste, dans son refrain : « Nous ne sommes pas un parti, nous ne sommes pas une caste, nous sommes des citoyens, un point c’est tout ! ». Le fonctionnement réel du M5S est plus complexe puisque, dès le départ, le pouvoir a été accaparé par l’entourage resserré des deux fondateurs. Il n’en reste pas moins que, au regard de son mode d’organisation qui accorde une place prépondérante au cybermilitantisme et au regard du profil sociologique des personnes auxquelles le M5S a permis d’entamer une carrière d’élu, ce mouvement contribue, avec les limites mentionnées, à ré-encastrer l’action partisane dans la société.

## Des partis mouvementistes

Les quatre cas abordés ci-dessus se positionnent différemment sur l’axe gauche-droite, comme en témoignent les groupes politiques qu’ils ont rejoint au Parlement européen : Podemos et la France insoumise sont membres du Groupe de la Gauche Européenne (GUE/NGL), La République en Marche est membre de l’Alliance des Libéraux et des Démocrates en Europe (ALDE) et le Mouvement 5 étoiles n’est membre d’aucun groupe (non-inscrit) depuis 2019, alors qu’il avait siégé dans un groupe d’extrême-droite (EFDD) lors de la précédent législature (2014-2019).

En dépit de ces différences idéologiques, ces quatre partis politiques partagent un certain nombre de caractéristiques qui autorisent – c’est mon hypothèse – à les subsumer sous une même catégorie, celle de *parti mouvementiste*. Qu’est-ce qu’un parti mouvementiste ? Cet idéal-type se caractérise par la conjonction de trois éléments : une dimension culturelle, une dimension stratégique et une dimension organisationnelle :

###  4.1. L’invention d’une culture mouvementiste

Dans sa rhétorique et sa communication interne et externe, un parti mouvementiste récuse l’appellation « parti politique » et préfère se présenter comme un « mouvement ». Mais il ne suffit pas de s’auto-désigner comme « mouvement » pour être un parti mouvementiste, sinon, l’Union pour un Mouvement Populaire (2002-2015) et le Mouvement Démocrate (2007-…) appartiendraient à cette catégorie. Il faut aussi récuser fermement le label « parti politique » ; ce que ne font pas l’UMP et le Modem.

Par ailleurs, il faut que cette préférence lexicale accordée au « mouvement » soit largement partagée parmi les militants. Les membres du Modem et de l’UMP se perçoivent généralement comme membres d’un parti politique. Ce n’est pas le cas de ceux du M5S, de PDM, de la FI et de LREM qui, dans leur grande majorité, s’offusquent qu’on puisse qualifier leur mouvement de « parti ».

Il faut aussi que le nom du mouvement ne fasse référence à aucune idéologie. Autrefois, nous étions en présence d’un parti socialiste, d’un parti communiste, d’un parti libéral, d’un parti conservateur, d’un parti écologiste, etc. Désormais, au sein des partis mouvementistes, on préfère le pragmatisme à l’idéologie, l’action à la théorie, le mouvement à la rigidité doctrinale. Les partis mouvementistes portent d’ailleurs souvent des noms qui évoquent une mise en mouvement : « en marche », « nous pouvons », « insoumis », etc.

Enfin, au-delà du nom du mouvement, c’est tout le lexique militant qui est renouvelé : les « groupes d’action » remplacent les « sections », les « référents » remplacent les « secrétaires », les « conventions thématiques » remplacent les « congrès ».

###  4.2. Une stratégie de soutien aux mouvements sociaux

Les partis mouvementistes entendent résorber le fossé entre les partis politiques traditionnels et la société. Ils se veulent ainsi au diapason des tendances, des évolutions et des mouvements de la société. Ils se conçoivent comme le chainon manquant entre la société et l’État.

La plupart des partis mouvementistes cherchent ainsi à se rapprocher des mouvements sociaux, d’une triple manière : en coopérant dans la mise en œuvre de certaines actions (grèves, manifestations, *sit-in*, pétitions, etc.) ; en incitant leurs membres à prendre part aux mobilisations sociales (multi-positionnement militant, entrisme) ; et en intégrant parmi les mesures de leur programme électoral certaines revendications formulées par les mouvements sociaux. Le M5S agit de la sorte vis-à-vis des mobilisations climatiques et des mobilisations anti-corruption. Podemos agit de la sorte vis-à-vis des luttes de défense des services publics (*mareas*)*,* des mobilisations contre les expulsions locatives et du droit d’autodétermination de la Catalogne. Et la FI agit de la sorte vis-à-vis des gilets jaunes, des mobilisations syndicales (réforme des retraites, réforme du statut des cheminots, etc.) et des mobilisations climatiques.

Le cas de LREM pose cependant une difficulté. On peut difficilement affirmer que le mouvement d’Emmanuel Macron « soutient les mouvements sociaux ». En ce sens, LREM correspond de manière imparfaite à l’idéal-type du parti mouvementiste : il satisfait au premier critère (culture mouvementiste) et au troisième critère (mode d’organisation mouvementiste) de définition d’un parti mouvementiste, mais pas au deuxième critère (stratégie de soutien aux mouvements sociaux). À moins qu’on entende « mouvements sociaux » au sens (très) large, c’est-à-dire qu’on ne réduise pas les mouvements sociaux aux mobilisations syndicales (contre la réforme des retraites, par exemple) ou populaires (les gilets jaunes, par exemple). Les mobilisations patronales, qui exigent qu’on détricote le code du travail et l’État-providence, sont aussi des mobilisations issues de la société, c’est-à-dire des mobilisations dont l’origine est extérieure au champ politique. LREM se pose, plus que tout autre parti, en réceptacle politique des revendications patronales, comme en témoigne les sources de financement, le programme et le personnel politique de ce mouvement[[30]](#footnote-30).

### Un fonctionnement interne qui se veut à l’opposé des partis traditionnels et qui valorise la liberté de mouvement

Les partis mouvementistes manifestent une forte méfiance à l’égard du fonctionnement des partis dits « traditionnels », perçus comme des machines sclérosées, pyramidales, rigides, dogmatiques, obsolètes, inefficaces. Ainsi, les partis mouvementistes explorent des modes de fonctionnement et d’adhésion alternatif, qui se veulent « souples », « inclusifs », « intelligents », « efficaces », « réactifs », « disruptifs », « gazeux ». En un mot, un fonctionnement *moderne*.

Le M5S prend ainsi pour modèle la Toile et les technologiques numériques, afin de mettre en œuvre un fonctionnement « transparent », « participatif » et « décentralisé ». LREM met en œuvre une organisation managériale inspirée des *start-up* (sélection des candidats aux investitures sur CV, organisation des volontaires en « *teams* », *benchmarking*). La FI et PDM tentent d’inventer un fonctionnement qui combine le meilleur de l’éducation populaire, du *community organizing* et des nouveaux mouvements sociaux.

Dans un parti mouvementiste, l’adhésion se fait en ligne, gratuitement et elle est résiliable à tout moment. Adhérer n’oblige nullement à militer et chaque militant est libre de définir lui-même l’intensité et les modalités de son engagement. Il s’agit ainsi d’abaisser le coût d’entrée au sein du parti et de d’individualiser les formes d’engagement. La liberté de mouvement se veut maximale, qu’il s’agisse de se mouvoir au sein de l’organisation ou de circuler entre l’extérieur et l’intérieur. (En 2020, lors de son troisième congrès, Podemos est revenu sur l’adhésion gratuite et en ligne : faisant marche arrière, le parti violet conditionne désormais l’adhésion à une cotisation et à la participation aux réunions d’un groupe local ; preuve que le mouvementisme est bien un *processus* qui n’a rien d’irréversible)

Les partis mouvementistes se disent plus démocratiques que les anciens partis mais souvent, en réalité, ils ont un fonctionnement centralisé qui renforce l’autorité du *leader*-fondateur au détriment de la base militante, dépossédée des prérogatives qu’elle avait dans les partis traditionnels. D’ailleurs, les partis mouvementistes sont généralement créés « par le haut » (par un *leader* fortement doté en capitaux médiatiques, économiques et/ou politiques) et fonctionnent de manière personnalisée, avec un ancrage local assez faible, en dépit d’un discours qui vante les mérites de l’horizontalité et de l’auto-organisation.

Enfin, les partis mouvementistes tentent, mais avec un succès mitigé et sans réellement s’en donner les moyens, d’élargir leur répertoire d’action et de réintégrer à l’intérieur de l’espace militant des activités qui avaient été abandonnées ou externalisées : formation des militants, élaboration du programme, confection du matériel de campagne, aides locales concrètes en termes d’accès à des soins de santé, à de la nourriture ou d’accès aux droits.

L’idéal-type du parti mouvementiste élaboré à l’instant ne se rencontre jamais à l’état pur dans la réalité. On a cependant convoqué quatre exemples (LFI, PDM, M5S, LREM) qui permettent de se faire une idée assez précise du phénomène. En raison de leur diversité géographique (Espagne, France, Italie) et idéologique (sur l’axe gauche-droite), ces quatre exemples autorisent à penser que le tournant mouvementiste des partis politiques n’est pas une tendance isolée, qui se réduirait à un seul pays ou à une seule famille politique.

1. Martin Pierre, *Crises mondiales et systèmes partisans,* Paris, Presses de Science Po, 2018, 326 p. [↑](#footnote-ref-1)
2. Ostrogorski Motsei, *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Fayard, 1993, 768 p. ; MICHELS Robert, *Sociologie du parti dans la démocratie moderne*, Paris, Gallimard, 2015, 848 p. [↑](#footnote-ref-2)
3. Lavau George, « Le parti communiste dans le système politique français », *Cahiers de la FNSP*, 1969, n° 175 ; Kriegel Annie, *Les communistes français. Essai d’ethnographie politique*, Paris, Seuil, 1970, 320 p. ; Pudal Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989, 320 p.; Mischi Julian, *Le parti des communistes. Histoire du Parti communiste français de 1920 à nos jours*, Paris, Hors d’atteinte, 2020, 720 p. [↑](#footnote-ref-3)
4. Neumann Sigmund (dir.), *Modern Political Parties : Approaches to Comparative Politics*, Illinois, University of Chicago Press, 1956, 460 p. ; Duverger Maurice, *Les partis politiques*, Paris, Seuil, 1992, 582 p.. [↑](#footnote-ref-4)
5. Offe Clause, « New Social Movements : Challenging the Politics of Institutional Boundaries », *Social Research*, 1985, vol. 52, n° 4, pp. 817-868 ; Rohrschneider Robert, « Impact of Social Movements on European Party Systems », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 1993, vol. 528, n° 1, pp. 157-170 ; Giugni Marco, *Social Protest and Policy Change : Ecology, Antinuclear and Peace Movements in Comparative Perspectives*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2004, 313 p. [↑](#footnote-ref-5)
6. Deschouwer Kris, *New Parties in Government: In Power for the First Time*, Londres, Routledge, 2008, 224 p.; DE Waele Jean-Michel et Seiler Daniel-Louis, *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Paris, Economica, 2012, 322 p. [↑](#footnote-ref-6)
7. Pellen Cédric, « Des difficultés d’entrer en politique : le mouvement Samoobrona dans la Pologne postcommuniste », *Critique internationale*, 2013, vol. 1, n° 58, pp. 133-152. [↑](#footnote-ref-7)
8. Combes Hélène, « Faire parti(e): construction et positionnement du PRD dans le système politique mexicain. », *Revue internationale de politique comparée*, 2005, vol. 12, n° 3, pp. 331-345. [↑](#footnote-ref-8)
9. Rocha Daniella, « Des réseaux protestataires au milieu partisan. Socio-histoire de la genèse du Parti des Travailleurs à Brasilia (1978-1980) », in Luck Simon et Dechezelles Stéphanie (dir.), *Voix de la rue ou voie des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, pp. 111-130 ; Goirand Camille, *Le parti des travailleurs au Brésil. Des luttes sociales aux épreuves du pouvoir. Vies militantes à Recife*, Paris, Khartala, 2019, 418 p. [↑](#footnote-ref-9)
10. Boltanski Luc et Chiapello Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, p. 434. [↑](#footnote-ref-10)
11. Ignazi Piero, *Party and Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 2017, 311 p. [↑](#footnote-ref-11)
12. Offerle Michel, « Les partis meurent longtemps », *Le Monde*, 31 mai 2017. [↑](#footnote-ref-12)
13. Hlousek Vit, Kopecek Lubomir et Vodova Petra, *The Rise of Entrepreneurial Parties in European Politics*, Londres, Palgrave Macmillan, 2020, 215 p. [↑](#footnote-ref-13)
14. Della Porta Donatella *et al.*, *Movement Parties Against Austerity*, Londres, Polity Press, 2017, 243 p. [↑](#footnote-ref-14)
15. Gauja Anika, *Party Reform. The Causes, Challenges and Consequences of Organizational Changes*, Oxford, Oxford University Press, 2016, 220 p. ; Escalona Fabien, *La reconversion partisane de la social-démocratie européenne*, Paris, Dalloz, 2018, 655 p. [↑](#footnote-ref-15)
16. Scarrow Susan, *Beyond Party Members. Changing Approaches to Partisan Mobilization*, Oxford, Oxford University Press, 2014, 256 p. [↑](#footnote-ref-16)
17. Pour un aperçu non exhaustif : Katz Robert et Mair Peter, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy : the Emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, 1995, vol. 1, n° 1, pp. 5-28 ; Dalton Russel et Wattenberg Martin (dir.), *Parties Without Partisans*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 330 p. ; Lefebvre Rémi, « Des partis en apesanteur sociale ? », in Martinache Igor et Sawicki Frédéric (dir.), *La fin des partis ?*, Paris, PUF, 2020, pp. 53-70. [↑](#footnote-ref-17)
18. Cohn-Bendit Daniel, *Pour supprimer les partis politiques !? Réflexions d’un apatride sans parti*, Arles, Editions Indigènes, 2013, p. 12. [↑](#footnote-ref-18)
19. Macron Emmanuel, *Révolutions*, Paris, Pocket, 2017, p. 44. [↑](#footnote-ref-19)
20. Macron Emmanuel, « Les labyrinthes du politique. Que peut-on attendre pour 2012 et après ? », *Esprit*, mars/avril 2011, pp. 106-107. [↑](#footnote-ref-20)
21. Cité dans *Mediapart*, le 18 mai 2017. [↑](#footnote-ref-21)
22. Données issues des déclarations à la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique. Cf. également Boelert Julien, Michon Sébastien et Ollion Etienne, *Métier : député. Enquête sur la professionnalisation de la politique en France*, Paris, Raison d’agir, 2017, 152 p. [↑](#footnote-ref-22)
23. Jean-Luc Mélenchon, « Le peuple et le mouvement », note de blog, 2 novembre 2016. [↑](#footnote-ref-23)
24. Entretien avec Mathieu Bosque, réalisé le 19 octobre 2018. [↑](#footnote-ref-24)
25. Subirats, Joan, « Desbordar el "dentro"-"fuera" ? », *Teknokultura*, 2015, vol. 12, n° 1, p. 166. [↑](#footnote-ref-25)
26. ERREJON, Iñigo, « Du style *Tuerka* à la campagne de Podemos », in DOMINGUEZ, Ana, GIMENEZ, Luis, *Podemos, Sûr que nous pouvons !*, Montpellier, Indigènes éditions, 2015, p. 68. [↑](#footnote-ref-26)
27. Theviot Anaïs, *Faire campagne sur internet*, Lille, Presses du Septentrion, 2018, 354 p. [↑](#footnote-ref-27)
28. Gerbaudo Paolo, *The digital party: Political organisation and online democracy*, Londres, Pluto Press, 2019, 240 p. [↑](#footnote-ref-28)
29. Dousson Jérémy, *Un populisme à l’italienne ? Comprendre le Mouvement 5 étoiles*, Paris, Les Petits matins, 2018, p. 75. [↑](#footnote-ref-29)
30. Dolez Bernard, Fretel Julien et Lefebvre Rémi (dir.), *L’entreprise Macron*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2019, 276 p. [↑](#footnote-ref-30)